

L'affrontement impérialiste entre la Chine et les États-Unis : comment le capitalisme mine la mondialisation

Benjamin Bürbaumer

Guerre commerciale, sanctions financières, batailles des puces, internationalisation du renminbi, Nouvelles routes de la soie, course à l'armement dans l'Indopacifique... difficile d'ignorer l'intensification des tensions entre la Chine et les États-Unis. D'autant que cette rivalité ne se déroule pas seulement dans le lointain Océan Pacifique. La bataille pour l'avenir du monde s'y joue bel et bien. Et ses ramifications s'étendent d'ores et déjà jusqu'en Europe. Des investissements prévus en France sont annulés puisque l'État américain promet des subventions plus généreuses, qui résultent directement des fonds mis en place pour assurer que la *tech* américaine ne se fasse pas doubler par des concurrents chinois. Sur demande de la Commission européenne, Mario Draghi vient de remettre un rapport influent qui, sous prétexte de restaurer la compétitivité des firmes européennes face à leurs pendants américains et chinois, promet un bond en avant en matière de libéralisation financière et un rapprochement militaire avec les États-Unis¹. Les membres européens de l'OTAN, pourtant souvent si inquiets de leurs dépenses publiques, se montrent prêts à augmenter leurs budgets militaires d'au moins 50 % pour soutenir les États-Unis face à la Chine². À l'heure actuelle, aucun pays du monde ne peut échapper aux conséquences de la rivalité sino-américaine. Mieux vaut alors connaître les contours de la bataille.

Géopolitique et dirigeants irresponsables ?

L'éditorialiste en chef du *Financial Times* Martin Wolf suit de près la situation. Autorité reconnue dans les milieux financiers et auprès des dirigeants de grandes firmes, il s'inquiète que « la géopolitique est la plus grande menace pour la mondialisation³ ». Il sait que son lectorat partage ses craintes. Car toute tourmente dans les relations internationales se double d'une tourmente dans l'esprit des dirigeants de multinationales, dont le dessein lucratif se déploie par définition dans plusieurs pays en même temps. La « géopolitique » constituerait donc le grain de sable dérégulant le mécanisme bien huilé qui régissait le monde.

Pourquoi maintenant ? À cause de la hausse des droits de douane entamée sous le premier mandat de Donald Trump ? C'est ce qu'avance l'économiste Robert Boyer⁴. L'explication laisse à désirer. Tout d'abord, si Trump n'était qu'un fâcheux accident de l'histoire, pourquoi

¹ Benjamin Bürbaumer, "L'impensé chinois du rapport Draghi," *Le Grand Continent*, December 13, 2024, <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/12/13/limpense-chinois-du-rapport-draghi/>; Benjamin Bürbaumer, "La nouvelle infrastructure du monde: l'Europe face au projet contre-hégémonique chinois," *Le Grand Continent*, May 7, 2024, <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/05/07/la-nouvelle-infrastructure-du-monde-au-coeur-du-projet-contre-hegemonique-chinois/>; Marlène Rosato, "Vers les « États-Unis d'Europe »? Ce que dit vraiment le rapport de Mario Draghi," *Contretemps*, December 9, 2024, <https://www.contretemps.eu/etats-unis-europe-rapport-draghi/>.

² Henry Foy et al., "Trump Wants 5% Nato Defence Spending Target, Europe Told," *Financial Times*, December 20, 2024.

³ Martin Wolf, "Geopolitics Is the Biggest Threat to Globalisation," *Financial Times*, November 1, 2022.

⁴ Robert Boyer, *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie* (Paris: La Découverte, 2020).

la parenthèse ne s'est-elle pas refermée avec l'alternance à la Maison-Blanche ? Pourquoi son successeur Joe Biden a-t-il même radicalisé la politique économique américaine vis-à-vis de la Chine ? Plus fondamentalement, l'explication par Trump suggère qu'avant son arrivée au pouvoir les relations transpacifiques étaient iréniques – ce qui ne fut pas le cas. D'autres, comme le spécialiste des relations internationales Joseph Nye, avancent que l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping s'accompagne d'une soif de conquête déraisonnable de la Chine⁵. Ou alors est-ce que la responsabilité de la situation incombe aux deux – Trump et Xi – en même temps ? C'est l'argument relativement simple que Graham Allison propose derrière son récit transhistorique intitulé le « piège de Thucydide »⁶. Ces différentes explications se fondent sur une logique commune : elles attribuent aux grands hommes la primauté causale. Et ce faisant, elles reproduisent le récit libéral du « doux commerce » selon lequel l'économie serait par nature vecteur de pacification internationale alors que les décideurs politiques, qui n'écoutent plus les entreprises, seraient les porteurs du conflit.

À contre-courant, un des acquis des analyses d'économie politique internationale consiste justement à désindividualiser la compréhension des affaires mondiales en pensant conjointement la macroéconomie internationale, les infrastructures et l'activité politique. Seule une telle approche permet comprendre les tensions sino-américaines dans leur profondeur et leur globalité. Et une telle approche débouche sur un constat aussi net que contre-intuitif, du moins à première vue : le capitalisme mine la mondialisation. Le paradoxe de la montée en puissance de la Chine, c'est qu'en devenant capitaliste, elle s'est trouvée contrainte de saper le processus même qui a permis son essor, à savoir la mondialisation. Lorsque nous parlons de la mondialisation il est, bien entendu, question de la mondialisation réellement existante. Cette dernière ne se caractérise pas seulement par une multiplication des flux commerciaux et financiers, comme le pensent beaucoup d'économistes, elle représente aussi – et c'est un acquis important de la recherche en économie politique internationale⁷ – un processus sous supervision américaine. Aujourd'hui la Chine contemporaine ne s'oppose donc pas à l'idée du marché mondial en tant que telle, elle s'oppose à la mondialisation et souhaite la remplacer par un marché mondial sino-centré. Cette contestation l'a placée directement sur les rails de la confrontation avec les États-Unis.

Au commencement était la crise de suraccumulation

Afin de comprendre les ressorts de la rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis il faut revenir à la raison d'être de la mondialisation. Cette dernière trouve son point de départ dans la crise de suraccumulation états-unienne des années 1970. Cette crise est souvent qualifiée de stagflation, mais cette expression phénoménale ne désigne pas la cause de la crise. Or, il faut connaître la cause pour comprendre comment Washington a surmonté la situation. La cause profonde se trouve dans la chute du taux de profit des sociétés américaines, qui a commencé

⁵ Joseph S. Nye, *Soft Power and Great-Power Competition: Shifting Sands in the Balance of Power Between the United States and China*, 1st ed. 2023 édition (Springer, 2023).

⁶ Graham Allison, *Vers la guerre: L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide?* (Paris: Odile Jacob, 2019).

⁷ Des travaux scientifiques majeures mettent en évidence ce contrôle politique américain sur la mondialisation. Voir Sam Gindin and Leo Panitch, *The Making of Global Capitalism: The Political Economy Of American Empire* (London: Verso Books, 2013); Eric Helleiner, *States and the Reemergence of Global Finance: From Bretton Woods to the 1990s*, Reprint édition (Ithaca, NY: Cornell University Press, 1996).

dans les années 1960. Dans la mesure où les entreprises privées représentent des entités poursuivant un but lucratif dans un environnement de concurrence, leur capacité à extraire des profits sur les investissements passés constitue en effet un indicateur clé du bon fonctionnement de l'économie capitaliste. Plusieurs facteurs poussent ce taux à la baisse : les grèves ouvrières revendiquant des hausses de salaires dans un environnement de contestation généralisée portée également par les mouvements anti-raciste, anti-guerre et féministe ; la concurrence exercée par des firmes ouest-allemandes et japonaises ; et l'épuisement technologique du paradigme techno-économique d'alors, centré autour de l'automobile et de la pétrochimie.

La particularité d'une telle crise structurelle consiste à perturber le fonctionnement des entreprises, qui hésitent à investir et à embaucher. Cette situation exerce une pression sur les revenus des détenteurs du capital. Autrement dit, la crise génère une instabilité macroéconomique d'autant plus dommageable pour les plus aisés qu'elle touche à leur confort et provoque, à ce titre, une volonté forte de revoir de fond en comble l'organisation économique. C'est précisément ce qui s'est passé aux États-Unis dans les années 1970.

Pour comprendre le dénouement de cette crise, il faut se pencher sur les transformations des rapports sociaux de classe. Car la crise n'est pas seulement économique, c'est la crise du fordisme, et donc de l'arrangement (asymétrique) entre le travail et la fraction nationale du capital américain sur lequel il reposait. En raison de la crise, la fraction nationale du capital américain, qui était l'acteur politique central de l'économie post-guerre, n'est donc pas seulement économiquement affaiblie mais politiquement discréditée. C'est de cette situation qu'une autre fraction du capital américain, la fraction transnationale a su profiter. À la différence de la fraction nationale, elle ne réalise pas l'essentiel de ses profits sur le territoire national, mais dans le reste du monde. Autrement dit, la fraction transnationale défend les intérêts des firmes multinationales. Et ces dernières attendent avec impatience la formation d'un véritable marché mondial, permettant de multiplier leurs bénéfices. Désireux de sortir de la crise, l'État américain s'emploie donc à la fabrication de la mondialisation. Si les États-Unis ne contrôlent évidemment pas ce processus de bout en bout, ils interviennent aux moments critiques : ils impulsent des dynamiques et gèrent les crises. C'est la raison pour laquelle les chercheurs Leo Panitch et Sam Gindin parlent de la supervision américaine du capitalisme mondial⁸. En somme, la crise de suraccumulation américaine a été dépassée par une « solution spatiale »⁹ : redresser les profits par la captation de nouvelles opportunités d'accumulation à l'étranger.

L'incontrôlable Chine

La pièce maîtresse de la mondialisation est la Chine. Elle représente un immense réservoir de travailleurs bon marché à exploiter, d'autant que cette main-d'œuvre est plutôt bien formée et en bonne santé grâce aux politiques mises en place depuis la révolution de 1949. Le problème – du point de vue des multinationales – c'est que les autorités chinoises ne se laissent pas imposer la thérapie du choc, qui a sévi dans des dizaines de pays sous-développés dans les années 1980 et 1990. Si la Chine décide malgré tout de s'insérer dans cette mondialisation en

⁸ Leo Panitch and Sam Gindin, "Superintending Global Capital," *New Left Review*, II, no. 35 (2005): 101–23.

⁹ David Harvey, *Les Limites Du Capital* (Paris: Amsterdam, 2020).

construction, c'est parce qu'elle traverse, elle aussi, une crise économique dans les années 1970. Cette dernière permet à la fraction libérale du Parti communiste chinois (PCC) de prendre le pouvoir dans le parti et dans l'État. Cette fraction estime que le retour au capitalisme permettra au pays d'accélérer son développement économique. En conséquence, elle autorise les licenciements et démantèle le service public, introduit un système de rémunération par primes, expose les entreprises d'État à la concurrence de firmes privées domestiques ou étrangères, privatise la propriété publique... C'est une double stratégie : d'une part, les entreprises privées sont autorisées, d'autre part, les entreprises publiques sont minées de l'intérieur dans la mesure où leur priorité première n'est plus d'atteindre les objectifs du plan mais de maximiser les profits.

Les multinationales étrangères commencent alors à affluer et la Chine devient l'atelier du monde. Rétrospectivement, les années 1980 et 1990 apparaissent comme une lune de miel transpacifique. Pendant cette période, une sorte d'alliance de circonstance entre des dirigeants (formellement) communistes en Chine et des capitalistes aux États-Unis se forme – tous deux d'accord autour de l'idée que la Chine doit occuper une place subordonnée dans la mondialisation. Grâce à cette configuration, le capital transnational américain prospère : à partir de la fin des années 1970, il enregistre une part substantiellement plus élevée de ses profits en dehors du territoire national.

Pourtant, même pendant cette période, la mondialisation n'est pas heureuse. En tout cas pas pour la classe ouvrière chinoise qui est le principal perdant de la transformation capitaliste. La pauvreté s'envole et les inégalités explosent. Ce n'est donc pas surprenant que les années de transformation capitaliste aient été accompagnées par une intensification des conflits sociaux. L'intensification de la lutte des classes est étroitement liée à l'insertion de la Chine dans la mondialisation en tant que fournisseur de main-d'œuvre bon marché. De fait, les revenus des travailleurs chinois sont plafonnés par les autorités. En parallèle, le taux d'investissement connaît une hausse spectaculaire, ce qui renforce l'orientation extravertie du régime d'accumulation chinois. Cette extraversion se poursuit avec le gigantesque plan de relance mis en place après la crise financière en 2008.

En somme, la Chine procède comme les États-Unis dans les années 1970, c'est-à-dire par une solution spatiale. Toutefois, à la différence des années 1970, un véritable marché mondial existe déjà et il est sous supervision américaine. Washington pourrait mettre Pékin en grande difficulté en coupant ses banques de la messagerie Swift ou en ordonnant à ses navires de bloquer le détroit de Malacca. Consciente de cette source de vulnérabilité découlant du contrôle américain des infrastructures de la mondialisation, la Chine engage une démarche de construction d'infrastructures concurrentes.

De Nouvelles routes de la soie pour desserrer l'étau des infrastructures physiques sous contrôle américain

Dans notre compréhension, le terme d'infrastructure ne renvoie pas seulement aux infrastructures physiques comme les routes, mais couvre un éventail large de dispositifs permettant la rencontre entre l'offre et la demande, comme les infrastructures monétaires, techniques, numériques ou encore militaires – autant d'infrastructures que nous analysons dans le détail dans l'ouvrage *Chine/États-Unis : le capitalisme contre la mondialisation*. Tous

ces domaines constituent les champs de bataille entre les États-Unis et la Chine. Permettant au marché mondial de fonctionner, les infrastructures sont à la fois gages de profits extraordinaires et source de pouvoir politique extraterritorial. C'est la raison pour laquelle les États-Unis sont fermement attachés à ce que le reste du monde utilise leurs infrastructures, tandis que la Chine cherche systématiquement à mettre en place un dispositif alternatif.

Difficile donc de surestimer les infrastructures. C'est à partir de cette optique qu'on est en mesure de réellement comprendre le projet chinois des Nouvelles routes de la soie, initié en 2013. Consistant en un immense projet de construction d'infrastructures physiques dans des pays – pour la plupart – sous-développés, la Chine fait d'une pierre deux coups. Premièrement, elle finance des projets, dont la valeur agrégée dépasse le trillion de dollars. Ce faisant, elle écoule une partie de sa surproduction à l'étranger. Deuxièmement, elle accède à des matières premières stratégiques et évite des goulets d'étranglement du transport maritime sous contrôle américain.

En 2016, l'impression d'être passé à côté de quelque chose d'important gagne l'administration américaine. L'année suivante, la stratégie de sécurité nationale place le « défi de la Chine » en son cœur¹⁰. Celle-ci y est mentionnée pas moins de trente fois. Quelques mois plus tard, le chantre de la « fin de l'histoire », Francis Fukuyama, tire la sonnette d'alarme dans un papier écrit à plusieurs mains dans *Foreign Affairs*, « Le boom de la construction chinois. Comment l'Occident a cédé à la Chine le développement des infrastructures mondiales¹¹ ». Dans la foulée, fin 2018, soit cinq ans après l'inauguration des Nouvelles Routes de la soie par Xi, le parlement américain adopte une loi relative au développement d'infrastructures dans la périphérie. Fait rare pendant le mandat de Trump, celle-ci a été soutenue par les deux grands partis.

Une infrastructure numérique de plus en plus sino-centrée

La montée en puissance de la Chine est sans doute la plus nette dans le domaine des technologies. Afin d'en prendre la mesure – et donc de comprendre pourquoi la bataille du numérique se fait aujourd'hui si intense – il convient de garder à l'esprit que le développement technologique procède par ondes. Historiquement, on observe une succession de technologies clés qui irriguent l'ensemble des économies capitalistes pendant 50 ans. De plus, le développement technologique est un processus cumulatif au cours duquel les retardataires courent toujours derrière les pays précurseurs – du moins, tant qu'on reste dans la même onde. Les changements d'onde présentent alors une opportunité unique en ce qu'ils permettent aux pays technologiquement en retard de réaliser un grand bond en avant. Dans ce moment charnière, on remet les comptes à zéro, ou presque.

La montée en puissance de la Chine coïncide avec le passage à une nouvelle onde dont les technologies clés sont celles de l'information et de la communication. Toutefois, il convient de préciser pourquoi la Chine – contrairement à de nombreux autres pays – a réussi à saisir ce moment exceptionnel. Cette réussite est largement due à sa planification, qui, à partir de 2006

¹⁰ Minghao Zhao, "The Belt and Road Initiative and China-US Strategic Competition," *China International Strategy Review* 3, no. 2 (December 1, 2021): 248–60.

¹¹ Bushra Bataineh, Michael Bennon, and Francis Fukuyama, "Beijing's Building Boom," *Foreign Affairs*, May 21, 2018, <https://www.foreignaffairs.com/china/beijings-building-boom>.

mise sur le développement de technologies indigènes. Elle abandonne alors l'espoir que les multinationales étrangères présentes sur son territoire acceptent de partager leurs technologies. S'ensuit une montée en puissance tout à fait spectaculaire (figure 2), qui permet à la Chine de s'affranchir dans une large mesure de son statut subordonné dans l'économie mondiale. En seulement 15 ans la Chine a dépassé l'Union européenne, puis aussi les États-Unis.

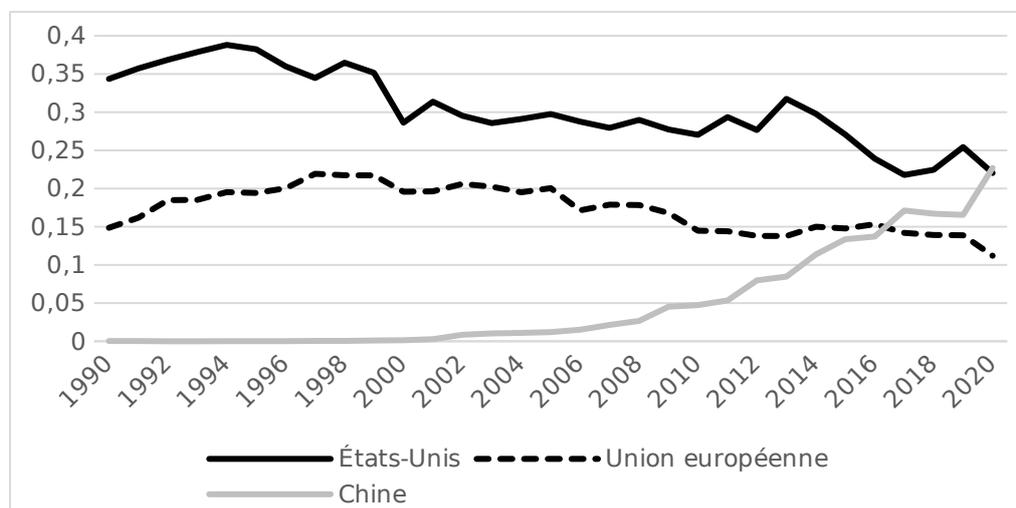


Figure 1. Part des familles de brevets triadiques portant sur les technologies de l'information et de la communication. Données : OCDE

Cette montée en puissance technologique est susceptible de catapulter des firmes chinoises à la tête d'une série de chaînes de valeur. En effet, les bénéfices que les firmes multinationales s'approprient dans le cadre de cette division internationale du travail reposent notamment sur le contrôle monopolistique d'un petit nombre de technologies de pointe¹². Premiers monopolistes intellectuels au monde, les multinationales américaines étaient jusqu'à présent le principal bénéficiaire de cette organisation de la production. Aujourd'hui, leur position est plus menacée que jamais.

Ces faits permettent de comprendre l'importance cruciale de la bataille des semi-conducteurs. La centralité de cette dernière provient du fait que les puces sont cruciales pour toute une série de technologies de pointe, parmi lesquelles l'intelligence artificielle. Sans l'amélioration continue des capacités de traitement de bases de données toujours plus vastes, l'intelligence artificielle ne peut se développer. Sans puces avancées, les géants de la *tech* chinoise – par exemple, Huawei – se trouveraient bloqués, et avec eux l'espoir d'une production industrielle de pointe indépendante en Chine. La bataille des puces est donc au cœur de la course pour la supériorité économique mondiale. Même si elle est largement éclipsée par la bruyante « guerre commerciale », la plus discrète bataille des puces concentre les véritables enjeux. Car, à travers elle, il ne s'agit plus simplement de transformer la circulation des marchandises, mais de contrôler les capacités de production en tant que telles.

À partir de 2016, le gouvernement américain prend la mesure du rattrapage chinois. Une des dernières décisions de l'administration Obama est la mise en place d'un groupe de travail

¹² Cédric Durand, *Le capital fictif: Comment la finance s'approprie notre avenir* (Paris: Les Prairies Ordinaires, 2014).

chargé de défendre la supériorité américaine en matière de semi-conducteurs. Peu après, les premières sanctions sont formulées contre des sociétés chinoises. Ces sanctions se radicalisent rapidement sous les présidents suivants. Superviser le capitalisme global signifie aussi déterminer le retard que la Chine doit conserver par rapport à la frontière technologique. Il est néanmoins révélateur que le barrage des sanctions contre Huawei et d'autres est loin d'être étanche. C'est la raison pour laquelle les États-Unis ne pratiquent pas seulement le ralentissement ciblé de la tech chinoise, ils appuient aussi sur l'accélérateur de l'innovation nationale. La liste des initiatives prises en quelques années est aussi longue que les sommes mobilisées sont colossales. Le CHIPS and Sciences Act de 2022 en est la mesure la plus emblématique.

Certains observateurs des affaires mondiales comme l'historien Adam Tooze voient dans ces politiques le signe que l'État américain n'est plus à l'écoute des représentants du capital transnational¹³. En apparence, la logique de Tooze est imparable : les profits du capital transnational étant fonction d'un marché mondial le plus ouvert possible, toute restriction de la circulation internationale des capitaux et des biens et services lui est défavorable. Les sanctions imposées par Washington restreignent justement cette circulation. Or ce raisonnement est excessivement statique. Le capital transnational américain ne soutient pas n'importe quel marché mondial mais la mondialisation, c'est-à-dire un marché mondial qui *lui* est ouvert. Dans la mesure où la montée en puissance de la Chine est justement porteuse d'un bouleversement dans les chaînes globales de valeur, le capital transnational américain est appelé à ajuster ses préférences. En analysant les tensions sino-américaines du point de vue des paradigmes techno-économiques, on comprend que Washington n'a pas pour objectif de mettre en cause l'intégralité des chaînes globales de valeur ni d'anéantir les innovations en Chine, mais de les contrôler tout en creusant l'écart technologique. L'État américain n'a donc nullement tourné le dos aux multinationales domiciliées sur son territoire. Au contraire, ses politiques de mise en cause partielle du libre-échange vis-à-vis de la Chine ont pour objectif d'assurer leur suprématie dans une situation où elles risquent d'être dépassées par leurs concurrentes chinoises.

La bataille pour l'hégémonie mondiale

Dans *Chine/États-Unis* nous illustrons de manière détaillée que la Chine défie systématiquement la supervision américaine du capitalisme mondial en mettant en place des infrastructures physiques, techniques, monétaires, numériques et militaires concurrentes. Toutefois, il ne suffit pas de proposer d'autres infrastructures – encore faut-il que le reste du monde les accepte. C'est ainsi que la question de l'hégémonie devient cruciale pour le projet d'une réorganisation sino-centrée du marché mondial.

Chez Antonio Gramsci, l'hégémonie repose sur le consentement et la coercition. Superviser le monde exige de manier soigneusement ces deux aspects. Une puissance n'utilisant que l'arme de la coercition verrait le monde entier se liguer contre elle et, tôt ou tard, elle entrerait en déclin. De même, une puissance mobilisant exclusivement le levier de la séduction pourrait bâtir une influence internationale considérable, mais resterait vulnérable aux coups de force.

¹³ Adam Tooze, "Washington Isn't Listening to Business on China Any More," *Financial Times*, May 5, 2023.

L'hégémonie, tout comme sa contestation, ne se construisent qu'en articulant la force et le consentement.

Le concept d'hégémonie aide à percevoir un autre aspect des Nouvelles routes de la soie. Ces dernières ne représentent pas seulement une solution spatiale à la suraccumulation chinoise mais un dispositif de séduction. Car du point de vue des pays participant au projet, la Chine répond à un vrai besoin. Selon l'ONU, des investissements annuels de 1 500 milliards de dollars sont requis pour combler le sous-financement criant des infrastructures physiques dans la périphérie. Les Nouvelles routes de la soie réduisent cet écart entre les besoins et les équipements existants, qui s'est notamment creusé dans le cadre de la fabrique américaine de la mondialisation. En effet, les programmes d'austérité du Consensus de Washington ont fortement dégradé les infrastructures locales. Inquiet de la perte d'influence des États-Unis, l'ancien secrétaire au Trésor Larry Summers a cité cette formule poignante d'un décideur d'un pays de la périphérie : « La Chine nous donne un aéroport. L'Amérique nous donne une leçon de morale ». Si les financements chinois viennent certes avec un risque de dépendance financière, ils séduisent néanmoins.

La démarche chinoise est d'autant plus efficace qu'elle ne se déploie pas seulement sur le terrain des infrastructures mais aussi sur ceux de la santé et l'éducation. En parallèle, la Chine bénéficie de l'érosion du pouvoir de séduction des États-Unis. Si ce processus est en cours depuis plusieurs décennies, on peut observer des moments d'accélération, comme lors de l'invasion de l'Irak en 2003. Aujourd'hui les États-Unis traversent un autre moment d'accélération. Très répandu dans les pays de la périphérie, le reproche d'une politique étrangère américaine hypocrite n'a fait que se renforcer à la suite des bombardements à Gaza à partir de l'automne 2023. De multiples pays ont relevé avec amertume le traitement particulier réservé aux victimes ukrainiennes, des Européens, par rapport aux dizaines de milliers de victimes en Palestine ou ailleurs. Ils ont également remarqué que les sommes toujours si difficiles à débloquer pour le développement ont été facilement mobilisées pour armer l'Ukraine ou Israël. Par contraste, un nombre croissant de pays voient en la Chine une puissance capable de promouvoir la désescalade des tensions.

Il convient cependant de souligner que la croissance de la popularité de la Chine ne se développe pas de manière linéaire. Les plus proches alliés des États-Unis et en particulier les pays de l'UE ont clairement renforcé leur alignement transatlantique ces dernières années. En revanche, dans les pays asiatiques et africains, la Chine est désormais perçue comme étant plus à même d'assurer un ordre mondial désirable que les États-Unis. Autrement dit, l'hégémonie américaine est en perte de vitesse manifeste.

La persistance de l'impérialisme

Face à l'incapacité à renouveler leur pouvoir de séduction, les États-Unis sont tentés de déséquilibrer le cocktail hégémonique en faveur de la force. C'est une pente glissante : plus l'hégémon troublé agit autoritairement, plus il sape sa légitimité aux yeux des autres pays du monde, sans pour autant fondamentalement entraver le projet hégémonique chinois. Voilà le piège de l'hégémonie. Seule une réaction sur le plan du consentement, comme le fait la Chine, y parviendrait.

Ce n'est clairement pas l'option retenue par le président Trump. Si sous ce dernier, comme sous les présidents républicains plus largement, les États-Unis peinent particulièrement à générer du consentement dans le reste du monde, les présidents démocrates ne sont pas fondamentalement différents. Depuis plus de 20 ans, les différentes administrations misent sur la fuite en avant par la force. Même pendant les moments les plus chauds de la Guerre froide, Washington n'a pas acheté autant d'armement qu'aujourd'hui. En même temps, la Chine, en pleine solution spatiale à sa propre crise de suraccumulation, fait également preuve d'une préoccupation grandissante pour la sécurisation des matières et des débouchés à l'étranger. En conséquence, elle aussi muscle sa présence internationale. Sans se cibler intentionnellement, les occasions de frottements militaires entre les deux grandes puissances sont donc amenées à augmenter, en particulier dans la Mer de Chine méridionale. Afin de caractériser de façon succincte les dynamiques sous-jacentes à la rivalité sino-américaine contemporaine, on pourrait emprunter la formule de Rosa Luxemburg : il s'agit de « l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux¹⁴ ». C'est ainsi que Luxemburg définit l'impérialisme, et il résulte toujours et encore des contradictions du capitalisme.

Si cette rivalité entre deux impérialismes se traduit concrètement par des frictions croissantes entre de gigantesques machines de guerre, il faut garder à l'esprit les ordres de grandeur. Avec des dépenses militaires annuelles à hauteur de 900 milliards de dollars, le Pentagone est de loin le ministère de la défense le plus riche au monde. Son équivalent chinois affiche 300 milliards de dollars, mais avec une forte tendance à la hausse. De plus, la Chine dispose d'à peine 30 bases militaires en dehors du territoire national, situées essentiellement dans son voisinage proche. Par contraste, les États-Unis entretiennent un réseau de 800 bases militaires à l'étranger, qui leur permettent d'intervenir très rapidement, même dans les coins les plus reculés du monde. Près de 300 de ces bases se situent autour de la Chine. De facto, les Océans indien et pacifiques sont des mers américaines. Cette situation n'est pas sans rappeler l'analyse de l'historien Eric Hobsbawm à propos de la suprématie navale britannique du XIX^e siècle : « Le contrôle total de toutes les mers par la Marine britannique fait qu'il importe peu qu'un territoire soit effectivement sous pavillon britannique ou non¹⁵. » L'affrontement impérialiste entre la Chine et les États-Unis reste donc largement asymétrique – ces derniers disposant de capacités d'intervention incomparablement plus conséquentes.

Benjamin Bürbaumer est maître de conférences en économie à Sciences Po Bordeaux. Il est l'auteur de *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation* (La Découverte, 2024).

¹⁴ Rosa Luxemburg, *L'Accumulation Du Capital: Contribution à l'explication Économique de l'impérialisme* (Marseille/Toulouse: Agone/Smolny, 2019), 467.

¹⁵ Eric Hobsbawm, *The Age Of Revolution: 1789-1848* (New York: Vintage Books, 1996), 101.